



Le Vif

15/04/2026 - 11:40

20.000 élèves de moins dans l'enseignement francophone en 5 ans: les inquiétantes répercussions de la dénatalité sur les écoles

Entre 2019 et 2024, les écoles francophones ont perdu quelque 20.000 élèves (-2%), révèlent les derniers chiffres de l'administration de la FWB. Une chute justifiée par la dénatalité, qui se fait particulièrement ressentir en maternelle (-6%) et en primaire (-4%). De quoi pallier la pénurie de profs? Pas si vite.

Les chiffres ont été retournés dans tous les sens. Mais la **chute du nombre d'inscrits** devenait trop vertigineuse. Alors, l'an dernier, le couperet est tombé. L'école "**Place aux Enfants**", implantée sur le territoire de **Fléron** depuis les années minières, a dû garder **portes closes** à la rentrée. "On aurait pu encore tenir un an, en ne conservant que **deux classes de primaire**, avançait le bourgmestre Thierry Ancion (Les Engagés), en août dernier. Mais vu le faible nombre d'élèves en maternelle qui arrivaient ensuite, on savait que ce ne serait qu'un "**Baxter**" temporaire. On a donc préféré anticiper plutôt que se retrouver devant le fait accompli."

"Fermer une école crée toujours un choc émotionnel", soufflait le maieur. Mais avec une diminution de **274 enfants** (de 0 à 12 ans) au sein de la population fléronnaise ces six dernières années, pour dix établissements scolaires établis sur un périmètre d'à peine treize kilomètres carrés, **l'équation** devenait insoluble. Un **numéro d'équilibriste** auquel sont confrontées de nombreuses autres écoles. Et qui **menacera la survie** de tant d'autres dans les années à venir.

La [20e édition des Indicateurs de l'enseignement](#), publiée mardi, confirme la tendance. En **cinq ans** (entre 2019 et 2024), l'enseignement francophone a ainsi perdu **quelque 20.000 élèves** (-2%). Cette diminution concerne principalement le **niveau maternel** (-6%) et le **primaire** (-4%). Le **secondaire** affiche, lui, encore une légère progression (+1,2%). Ce constat, sans appel, est la conséquence d'une **dénatalité amorcée** en Belgique depuis 2010. A l'échelle du pays, le nombre d'enfants par femme est en effet passé de **1,85** en 2010 à **1,47** en 2023, selon [Statbel](#).

Chute vertigineuse à Bruxelles

Cette baisse des naissances s'est traduite différemment selon les Régions. "En Wallonie, la baisse de la fécondité a été **moins spectaculaire** qu'à Bruxelles, avance Marc Debuisson, démographe à [l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique \(Iweps\)](#). Mais avec une moyenne de **1,48 enfant par femme** en 2023, on est bien **loin du seuil de remplacement** (2,1) nécessaire au renouvellement naturel des générations, sans tenir compte des flux de migrations."

A Bruxelles, l'indice de fécondité est passé de **2,1 enfants par femme** en 2009 à... **1,36** en 2023. Au-delà des phénomènes globaux propices à la dénatalité, comme les **incertitudes économiques, géopolitiques et environnementales**, certains facteurs propres à la capitale justifient cette chute brutale, souligne Jean-Pierre Hermia, démographe à [l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse \(IBSA\)](#). D'abord, la propension à faire des enfants beaucoup plus tard qu'ailleurs, induisant un "**report de la fécondité**".

Bruxelles est également confrontée à une "**périurbanisation des naissances**": les futurs parents préfèrent quitter la capitale avant de fonder leur famille. "Ça se traduit dans les chiffres, pointe Jean-Pierre Hermia. Alors que le nombre d'enfants par femme a baissé quasi partout, il a augmenté dans la périphérie bruxelloise, notamment dans **l'arrondissement de Hal-Vilvorde**."

Enfin, l'"**européanisation**" progressive de la population étrangère a induit des comportements de fécondité plus proches de ceux de la population belge, résultant en une **baisse de la natalité**, "qui avait été artificiellement gonflée au début des années 2000 par d'autres groupes de population", note le démographe.

Cette baisse de la natalité a donc inévitablement fait chuter la population scolaire, dont les premiers effets se sont fait sentir **en maternelle** (3-5 ans) dès **2013** en Wallonie et **2016** à Bruxelles. Par **effet de cascade**, la population en âge de fréquenter **les primaires (6-11 ans)** a ensuite été concernée quelques années plus tard. "A Bruxelles, on remarque que le **nombre de classes diminue dans le fondamental** depuis la rentrée 2019-2020, note Morgane Van Laethem, gestionnaire de données et analyste à l'Ibsa. Mais pour l'heure, on ne constate **pas (encore) de fermeture d'établissements ou d'implantations**."

Pour les écoles rurales, la double peine

Une chance que ne connaît pas la Wallonie. A Waremme, **l'école maternelle du Tumulus** n'a pas ouvert en septembre dernier, faute d'inscrits. "Voilà dix ans que le nombre d'élèves diminue, mais en 2026, le **seuil de 20** (NDLR: en FWB, les "*normes de rationalisation*" pour garder un établissement ouvert sont définies selon la densité de la population d'une commune et le nombre d'écoles sur le territoire) n'a pas été atteint, regrettait à l'époque l'échevine de l'enseignement, Alice Collard (MR). L'équipe enseignante n'a pas changé et le niveau d'apprentissages est toujours resté de qualité, donc on imagine que c'est **la dénatalité qui a dû jouer un rôle**." Un phénomène que confirme Ghislain Maron, président de l'Association inter-réseaux des directions d'école (Aide). "Depuis 20 ans, on voit pléthore de **petites écoles rurales** mettre la clé sous le paillason, observe-t-il. Certes, la fermeture d'un établissement est toujours **multifactorielle** et est notamment liée à la concurrence. Mais la dénatalité augmente assurément la tendance."

Les **perspectives démographiques**, tant en Wallonie qu'à Bruxelles, ne sont pas encourageantes. A plus long terme, la FWB s'attend à un **reflux de sa population scolaire** encore plus marqué, avec des baisses attendues de l'ordre de **11,1 % en maternel**, de **16,2 % en primaire**, et de **15,1 % en secondaire à l'horizon 2039-2040**, pointent encore les Indicateurs de l'enseignement.

Avec quelles conséquences? La bonne nouvelle, d'abord. Avec moins d'élèves, la pression liée aux **inscriptions en première secondaire** devrait s'alléger peu à peu. "Mais tout dépendra des écoles, note Morgane Van Laethem. Certains établissements réputés continueront sans doute de connaître des files d'attente, mais globalement, on peut espérer que **de plus en plus d'élèves obtiennent leur premier choix**." Toutefois, sans **capacité à anticiper les préférences d'orientation** des parents, difficile de tirer des conclusions probantes, tant en matière d'inscriptions que de fermetures de classes et/ou d'établissements, insiste l'analyste de l'Ibsa.

La médaille a toutefois un revers. **Qui dit moins d'élèves, dit moins d'encadrement**. En FWB, le nombre d'enseignants est en effet calculé selon le "**capital-période**". "Avec autant d'enfants inscrits, on reçoit autant de points, avec lesquels on peut "s'acheter" autant de professeurs, schématise Ghislain Maron. Mais si on dispose de moins de points, on a moins de profs, ce qui peut conduire

à **regrouper des élèves de différents âges et niveaux au sein d'une seule classe**, ce qui n'est pas l'idéal pour les apprentissages."

Un raisonnement non linéaire

Le nombre d'enseignants est donc amené à diminuer au fil des années. Entre 2023 et 2029, il faudrait d'ailleurs déjà **2.383 profs en moins** en FWB, selon une [étude menée par des chercheurs du Cerpe \(UNamur\)](#). **Pertes d'emploi en vue?** Si les **professeurs nommés** ont l'assurance d'être réaffectés ailleurs en cas de fermetures de classes, le sort risque d'être **moins favorable aux temporaires**, s'inquiète Luc Toussaint, président de la CGSP-Enseignement. "Mais notre plus grande crainte, c'est surtout la **suppression de la nomination au profit du CDI**, rappelle le syndicaliste. Quelles seront alors les **garanties d'emploi** pour le personnel enseignant dont l'école ferme ses portes? Avec quelles **modalités de départ** en cas de licenciement?"

Un scénario qu'exclut la ministre Valérie Glatigny (MR). Une diminution des besoins en professeurs "**ne signifie en rien qu'il y aura des licenciements**, assure son cabinet, car chaque année **7% des enseignants** quittent naturellement le métier au terme de leur carrière." Si la baisse attendue d'environ 10% du nombre d'élèves se concrétise dans les dix ou les quinze ans à venir (soit moins de 1% par an), "on devra dès lors vraisemblablement **encore recruter** pour assurer la présence d'un enseignant dans chaque classe", estime le cabinet libéral.

Par conséquent, la dénatalité ne devrait **pas suffire à pallier la pénurie d'enseignants actuelle**. "Le raisonnement ne peut se faire de manière si linéaire", confirme Morgane Van Laethem. Si, dans le fondamental, **le besoin en profs est en moyenne proportionnel au nombre d'élèves**, le constat n'est pas le même en secondaire. "Les **différentes formes d'enseignement** (général, technique ou professionnel) ainsi que la **démultiplication des options** nécessitent des tas de professeurs différents pour un seul groupe d'élèves", insiste l'analyste de l'Isa.

Une perte de 170 millions d'ici à 2029

S'en tenir à la **relation mathématique "x élèves = x profs"** reviendrait en outre à occulter le **turnover important** dans le secteur. "La **désertion du métier** due aux **conditions de travail difficiles** est un **phénomène structurel et non conjoncturel**, rappelle Luc Toussaint. D'où l'importance d'instaurer de vraies mesures pour **redonner de l'attractivité** au rôle d'enseignant, plutôt que de **mettre des emplâtres sur des jambes de bois** en espérant que la pénurie se résolve toute seule avec la dénatalité."

Difficile, enfin, d'aborder la question de la dénatalité sans en évoquer les **enjeux financiers**. Pour les écoles, d'abord. L'établissement qui verra son nombre d'inscrits diminuer verra également ses **subsidés de fonctionnement rabaissés**, alerte Alain Koeune, président de la Feadi (Fédération des associations de directions de l'enseignement catholique). "Or, certains frais engagés par les écoles sont totalement **incompressibles**", insiste le directeur du Collège Notre-Dame de Dinant. Comment, par exemple, continuer à **rembourser des emprunts en cours** pour des travaux? Ou **financer le chauffage des locaux**, dont le coût restera inévitablement fixe?

"La désertion du métier due aux conditions de travail difficiles est un phénomène structurel et non conjoncturel. D'où l'importance d'instaurer de vraies mesures pour redonner de l'attractivité au rôle d'enseignant, plutôt que de mettre des emplâtres sur des jambes de bois en espérant que la pénurie se résolve toute seule avec la dénatalité."

Luc Toussaint, Président de la CGSP-Enseignement

La dénatalité risque en outre de **creuser des trous dans les caisses de la FWB**. Pour rappel, celle-ci est financée en partie par les **recettes TVA** venant du fédéral, dont la répartition entre les deux communautés du pays est régie par le fameux **dispositif de la "clé-élèves"**. "Moins d'élèves signifie moins de subventions du fédéral, rappelle le cabinet Glatigny. Si les projections se confirment, cela signifie une **perte de près de 170 millions d'euros à l'horizon 2029.**"

NDLR: cet article, initialement publié en août 2025, a été mis à jour le 15 avril 2026.

Elise Legrand